

**ECOLE DOCTORALE SCIENCES
JURIDIQUES, POLITIQUES,
ECONOMIQUES ET DE GESTION
(ED-JPEG)**



**UNIVERSITE CHEIKH ANTA
DIOP DE DAKAR**



**LABORATOIRE DE RECHERCHES
ECONOMIQUES ET MONETAIRES**

**Madaniou DIEME
LAREM – UCAD**

Courriel : madaniou.dieme@gmail.com

**Seydi Ababacar DIENG
LAREM – UCAD**

Courriel : seydiababacar.dieng@gmail.com
<C:\Users\M\Downloads\seydiababacar.dieng@gmail.com>

L'extractivisme est une forme de colonialisme

**Document de travail n° 56
Décembre 2024**

**LAREM – UCAD
Sénégal**

Nom et prénoms des auteurs : Dr. DIEME Madaniou et Prof. DIENG Seydi Ababacar

Institution : Laboratoire de recherches économiques et monétaires (LAREM)

Courriel : madanou.dieme@gmail.com / seydiababacar.dieng@gmail.com

Titre : L'extractivisme est une forme de colonialisme

Résumé

L'extraction fait appel à plusieurs conséquences dont les plus importantes sont l'expropriation des populations localisées dans les zones où se trouvent ces ressources, l'arrêt ou la limitation des activités de ces populations, les atteintes à l'environnement du fait de la forte utilisation de produits chimiques et le non-respect des droits des populations. Généralement, les produits extraits sont destinés à l'exportation, malheureusement à l'état brut. Ainsi, la valeur ajoutée que devraient avoir ces ressources se trouve aussi exportée, se traduisant par des pertes potentielles d'emploi et de recettes. Les produits finis obtenus de ces ressources reviennent plus chers et intensifient la dépendance des exportateurs vis-à-vis des importateurs. L'extractivisme est un mode d'accumulation et d'appropriation qui s'est structuré pour répondre aux demandes des pays développés. Une grande partie des populations vivant dans les zones riches en ressources vivent aujourd'hui des maux – ayant été vécus sous le colonialisme – tels que spoliations de ressources, dépossession des terres, esclavage, exploitations, discriminations, violation des droits de l'homme, tensions sociales, corruption, droit de décider et exclusion. **De par ses causes, caractéristiques et conséquences, les résultats de la présente recherche permettent d'affirmer que : l'extractivisme est une forme de colonialisme.**

Mots-clés

Commerce international et finance (B17)

Institutions et macroéconomie (E02)

Colonialisme–Impérialisme–Postcolonialisme (F54)

Exploitation minière, extraction et raffinage (L71 et L72)

Ressources naturelles–Energie–Environnement (P28)

L'extractivisme est une forme de colonialisme

Table des matières

INTRODUCTION	4
I. DEFINITIONS	5
II. CAUSES	5
III. CARACTERISTIQUES	7
IV. CONSEQUENCES	9
CONCLUSION	17
Références	18

INTRODUCTION

Plusieurs économies riches en ressources naturelles et dépendant des exportations de ces dernières, ont connu un processus de croissance économique plus ou moins abouti au cours des dernières années. Avec l'embellie de leurs cours, les ressources naturelles sont devenues des postes importants du budget des pays qui en sont riches. Le rattrapage en termes de mise en place de grandes infrastructures et la disponibilité de projets sociaux d'envergure ont permis aux pays riches en ressources naturelles (PRRN), grâce au produit de la vente de leurs ressources, d'asseoir une trajectoire de développement économique et social.

Cependant, l'essor simultané du secteur minier et le développement conjoint de projets liés aux infrastructures et aux questions sociales se sont également accompagnés de certaines tendances négatives (Ariunaa et Kim, 2011). Selon Acosta (2014), les pays qui possèdent en abondance une ou plusieurs matières premières semblent condamnés au sous-développement et que cette situation s'avère encore plus complexe pour les économies qui dépendent du pétrole et de minerais pour se financer.

En effet, l'exploitation des ressources naturelles entre dans un cadre de politique économique qui s'est forgé au cours des années. Pour Svampa (2013), au cours de la dernière décennie, l'Amérique latine est passée du "Consensus de Washington", basé sur la valorisation financière, au "Consensus des commodities" ("Consensus des matières premières"), dont le modèle "extractiviste" est partie intégrante et fondé sur l'exportation de matières premières à grande échelle. Ce consensus des matières premières vise à souligner l'entrée dans un nouvel ordre économique et politique, encouragée par la flambée des prix internationaux des matières premières et des biens de consommations, de plus en plus demandés par les pays centraux et les puissances émergentes.

Les contributions sur l'extractivisme ont gagné en importance au cours de ces dernières années. En effet, plusieurs auteurs se sont penchés sur la question (Smart (2020), Tetreault (2020), Garcés et Alvarez (2020), Leiva (2019), Hamouchene (2019), McKay (2017), Burchardt et Dietz (2014), Brand (2013) et Empeaire et Lescure (1994)). Si certains auteurs ont eu comme centre d'intérêt les causes de l'extractivisme (Garcés et Alvarez (2020), Leiva (2019), Hamouchene (2019), McKay (2017) et Brand (2013)), d'autres ont étudié ses conséquences et caractéristiques (Smart (2020), Burchardt et Dietz (2014) et Empeaire et Lescure (1994)).

Cet extractivisme a été adopté comme mode développement par un certain nombre de pays. Selon Burchardt et Dietz (2014), l'extractivisme n'est pas simplement une stratégie économique temporaire en Amérique Latine. En effet, il présente les caractéristiques d'un projet de développement consolidé et les preuves empiriques montrent des implications

fondamentales des voies de développement fondées sur les ressources dans la politique, les relations sociales et les ordres territoriaux. D'ailleurs, Smart (2020) a examiné la montée de l'extractivisme en Amérique latine contemporaine, sa centralité dans son développement économique et les principales caractéristiques de la manière dont l'extractivisme y est politiquement gouverné. Cependant, selon Svampa (2013), le modèle de croissance qu'est l'extractivisme, présente de nombreuses failles structurelles.

Dans la suite, sera traitée l'extractivisme en passant en revue sa définition retenue dans le cadre de ce travail, ses causes, ses caractéristiques et ses conséquences.

I. DEFINITIONS

Acosta (2014) emploie le terme “ extractivisme ” pour désigner les activités qui prélèvent de grosses quantités de ressources naturelles qui ne sont pas transformées (ou le sont d'une manière limitée), surtout pour l'exportation. Pour cet auteur, l'extractivisme ne se limite pas seulement aux minerais ou au pétrole ; il existe également un extractivisme agricole, forestier et même de la pêche.

De cette définition, 3 caractéristiques fondamentales peuvent être soulignées : les grandes quantités de ressources extraites, leur manque de transformation dans les pays dans lesquels elles sont extraites et leur destination.

Les grosses quantités extraites font appel à plusieurs conséquences parmi lesquelles, les plus importantes sont l'expropriation des populations localisées dans les zones où se trouvent ces ressources, l'arrêt ou la limitation des activités de ces populations, les atteintes à l'environnement du fait de la forte utilisation de produits chimiques pour l'extraction et le non-respect des droits des populations. Généralement, les produits extraits sont destinés à l'exportation, malheureusement à l'état brut. Ainsi, la valeur ajoutée que devraient avoir ces ressources se trouve aussi exportée, se traduisant par des pertes potentielles d'emploi et de recettes. Les produits finis obtenus avec ces ressources reviennent plus chers et intensifient la dépendance des pays exportateurs vis-à-vis des pays demandeurs de matières premières.

II. CAUSES

De multiples causes ont été évoquées pour expliquer la montée en puissance de l'extractivisme.

• Demande Et Pressions Des Pays Développés

La satisfaction des besoins des populations des pays riches est souvent évoquée comme une cause de l'extractivisme. Selon Garcés et Alvarez (2020), la demande de technologies propres a augmenté la production mondiale de lithium, poussant le système de production à augmenter le quota d'extraction de saumure en Chili, afin de satisfaire la demande accrue de cette ressource. Cet aspect de la demande se retrouve aussi chez Hamouchene (2019) qui considère

l'extractivisme comme un mode d'accumulation et d'appropriation qui s'est structuré à travers le colonialisme au XIX^e siècle pour répondre aux demandes des centres métropolitains.

Moreno (2016) part du constat selon lequel toutes les données coïncident et confirment l'augmentation croissante de la demande de minéraux et d'énergie de la part des grandes économies mondiales. Pour l'Amérique latine, cette demande a été si forte que l'on peut parler d'un phénomène envahissant : selon les experts, à la fin du XX^e siècle, la région recevait 12% des investissements miniers mondiaux ; cette part a été multipliée par trois à la fin des années 2010.

En privilégiant leurs intérêts, les nations riches contraignent les pays riches en ressources à leur vendre leurs matières premières pour satisfaire leur demande intérieure. Cette demande des pays industrialisés s'accompagne de pressions dans les pays riches en ressources naturelles. Pour Acosta (2014), bien que les différentes activités extractives soient connues pour leur long passé de déprédation à travers le monde, on enregistre actuellement – alors que l'épuisement des richesses naturelles est notoire, en particulier dans les pays industrialisés – une pression croissante dans les pays sous-développés pour qu'ils se départissent de leurs gisements de minerais ou de pétrole. L'auteur affirme Acosta (2014) que dans les sociétés dites développées, l'essor même des mouvements de défense de l'environnement génère une pression sur les pays appauvris poussés à ouvrir leur territoire pour satisfaire la demande de minerais de l'économie mondiale.

Au niveau interne, des pressions sont aussi exercées sur les populations autochtones. Selon Cholango (2015), précisément sur les territoires indiens et dans les communautés en Equateur, il y a des projets qu'on cherche avec force à développer. Selon lui, les pressions viennent des plus hautes autorités du pays ; il se justifie en citant le Président de la République qui soutient que “ pour sortir de la pauvreté et de la misère, et pour sortir de l'extractivisme, il faut faire de l'extractivisme ”.

- **Capitalisme**

Des raisons capitalistes ont aussi été retenues par des auteurs. Si pour Leiva (2019), de nouvelles technologies politiques dans le secteur stratégique des mines de cuivre au Chili sont engendrées pour mieux ancrer la domination capitaliste au niveau local, McKay (2017) pointe la relative nouveauté du caractère hautement mécanisé et capitalistique du secteur agricole en Bolivie. Sur cette veine, Acosta (2014) évoque qu'aujourd'hui, l'exploitation industrielle du sous-sol implique l'extraction massive, en un temps très court, de la plus grande quantité possible de minerais qui se sont formés par des processus de très longue durée à des échelles tectoniques.

Selon Langlois (2016), en Amérique latine, après le renversement des régimes de dictature à la fin 1970 et dans la décennie 1980, le débat sur l'idée de développement sera, là-bas, marqué par la victoire du néolibéralisme sur le plan économique ; ce qui accélérera l'appropriation et la privatisation des ressources naturelles, tant celles du sous-sol que celles vitales comme la terre, l'eau ou la forêt.

- **Recettes D'exportations, Devises et Prix internationaux**

Brand (2013) évoque le besoin croissant de devises pour expliquer la montée de l'extractivisme. En effet, selon lui, même si les pays essaient de se libérer de leur dépendance à l'exportation de produits primaires, par la mise en œuvre de plans de développement visant à diversifier leurs économies, elles ont généralement besoin de devises pour y parvenir.

Une autre cause évoquée concerne les prix internationaux des matières premières. Selon Acosta (2014), les cours élevés du marché mondial font que l'exploitation minière est rentable même dans les gisements pauvres en minerais.

- **Développement Economique Et Social (Investissements, Croissance)**

Pour Thomas (2015), l'Etat haïtien a ses priorités, dont la première est d'attirer les investissements privés, seule façon d'assurer la croissance et les emplois, qui permettront ensuite – et ensuite seulement – un accès aux services sociaux de base. Selon lui, pour l'Etat haïtien, c'est par le biais du marché, censé apporter la croissance, les richesses, les emplois, le développement – et, au bout du compte, l'indépendance, qu'il conviendrait de passer pour se dégager de la double dépendance de l'aide et de l'Etat. Sur cette lancée, Duquenne (2014) affirme que l'ancrage institutionnel du secteur extractif s'est perpétué depuis lors en conformité avec les impératifs globaux de compétitivité économique.

D'autres causes ont aussi été évoquées dans la littérature sur la question. On peut citer : la constitution d'épargne, les lois et règlements des pays qui exploitent les ressources, l'existence de bourses de valeur qui favorisent la mobilisation des capitaux d'investissements, des entreprises qui développent leurs compétences en matière de dépossession légale et forcée, de pillage écologique et de contournement des droits des travailleurs, des entreprises qui exercent une influence dans les pays d'implantation et aucune loi de leur pays d'origine ne les oblige à rendre compte, l'existence de liens avec des paramilitaires, la prédominance des intérêts des entreprises sur ceux des citoyens, le vide législatif autour de la responsabilité des entreprises extractives et l'idéologie du développement.

III. CARACTERISTIQUES

La principale caractéristique de l'extractivisme est sa nature très extractive de la production. McKay (2017) classe celle-ci suivant des dimensions interdépendantes pour la Bolivie : (1) de

grands volumes de matières extraites destinées à l'exportation avec peu ou pas de transformation (2) une concentration de la chaîne de valeur et une désarticulation sectorielle (3) une forte intensité de dégradation de l'environnement et (4) une détérioration des opportunités et/ou des conditions de travail. L'auteur s'écarte de la théorie selon laquelle l'extractivisme est une forme de développement industriel qui implique une transformation à valeur ajoutée, des liens sectoriels et la création d'emplois ; pour lui, l'extractivisme remet en question ce discours dominant, révélant les diverses dimensions de l'exploitation sociale, économique et environnementale et ses implications négatives pour le développement rural.

Une autre caractéristique concerne le mode opératoire de l'extractivisme. Celui-ci est très lié aux changements dans les conditions politico-économiques des activités extractives, comme ce fut le cas au Mexique du XX^e siècle à nos jours (Tetreault, 2020). Ces activités extractives, qui concernent le plus souvent les secteurs minier et pétrolier, sont caractérisées par le nombre important et croissant de conflits éco-territoriaux qui ont émergé autour de projets dans ces deux secteurs à travers le Mexique.

Cet extractivisme, Acosta (2014) le caractérise comme un mécanisme de pillage et d'appropriation de type colonial et néocolonial.

Des caractéristiques vertueuses de l'extractivisme sont reconnues par certains auteurs et sous certaines hypothèses (Holland (2018) et Tetreault (2020)). Pour ces derniers, au Mexique, l'approche retenue consiste à adopter l'extractivisme comme stratégie de développement dont les lois et les politiques publiques y relatives sont réorientées pour capturer la rente provenant des activités minières et pétrolières afin de financer les politiques sociales et le développement des infrastructures, en concentrant les dépenses sur les régions où les activités extractives ont lieu. Cette approche inclusive, intègre la participation des communautés sur la manière dont les fonds seront dépensés (Holland, 2018), conformément à la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui prescrit la mise en œuvre d'une consultation préalable avec les peuples autochtones sur tout projet susceptible d'affecter leur territoire (Zaremborg et Wong, 2018).

En citant le président équatorien Rafael Correa qui a parlé de la construction d'un " capitalisme moderne " fondé sur un nouveau modèle productif, Houtart (2015) déclare que ce dernier favorise l'accélération des exportations d'énergies fossiles (pétrole, mines) et agricoles (bananes, sucre, palmier, brocoli et agrocarburants par le biais des monocultures), réduit les importations, assure la souveraineté énergétique et remplace ainsi l'exploitation pétrolière, dont le pic sera atteint prochainement, par l'extraction minière et l'agrobusiness.

IV. CONSEQUENCES

• Négatives

Pour Houtart (2015), même si l'extractivisme a engrangé d'importantes réussites sociales et a permis de nombreux investissements publics, il n'a pas été capable de transformer le mode d'accumulation et les contradictions fondamentales de ce dernier, débouchant notamment sur une destruction dramatique de l'environnement, la prolétarianisation d'une partie du paysannat, la désintégration des cultures autochtones et une urbanisation peu contrôlée.

Acosta (2014) souligne que malgré son importance, l'extractivisme se révèle d'un profit très limité pour un pays et que si l'on comptabilise les coûts économiques imputables aux incidences de l'extraction de pétrole ou de minerais sur le plan social, environnemental et de la production, beaucoup de bénéfices économiques de ces activités disparaissent. Selon Aranda (2015), le développement de l'extractivisme durant la dernière décennie (agro-industrie, exploitations forestières, industrie minière, pétrole), avec des conséquences que le discours officiel passe sous silence, se matérialise à travers un usage massif de produits toxiques dans l'agriculture, un déboisement, des expulsions de paysans, des lois peu respectées, une concentration des terres entre quelques mains, une judiciarisation et des répressions. Sur cette lancée, Cholango (2015) note que d'après les études et les expériences des différents pays d'Amérique centrale, les exploitations minières et les projets hydroélectriques appartiennent au même modèle extractif, destructeur, consumériste, pollueur et accumulateur de biens et de ressources en un petit nombre de mains. Il conclut que l'expérience dans chacun des pays centroaméricains partage un schéma commun de destruction de l'environnement des communautés et de dommages humains presque toujours irréversibles, avec la rupture ou la fracture de tissus sociaux et organisationnels communautaires et des conditions économiques et productives précarisées.

Une grande partie des populations vivant dans les zones riches en ressources vivent aujourd'hui des maux – ayant été vécus sous le colonialisme – tels que spoliations de ressources, esclavage, exploitations, discriminations et exclusion (Langlois, 2016). Ainsi, pour ce dernier, exploiter des mines à ciel ouvert, construire des barrages gigantesques pour produire de l'électricité, extraire du pétrole en pleine mer, concevoir un développement identique imposé dans des environnements divers et à des populations culturellement variées, ..., c'est bien un tel modèle de développement qui est archaïque, tant dans son rapport à la nature et à l'ensemble des cycles de vie que dans sa négation des droits fondamentaux d'êtres et de collectivités humaines. D'ailleurs Cholango (2015) fait remarquer que la richesse minérale produit misère et catastrophes environnementales dans les communautés qui vivent dans les régions d'extraction minière. Ainsi, il affirme que l'industrie minière a atteint des niveaux technologiques si élevés

qu'elle a besoin de moins en moins de main-d'œuvre locale et de moins en moins de temps pour l'exploitation d'une mine, laissant derrière elle encore plus rapidement désastre environnemental et formes de vie communautaires traditionnelles détruites.

Les conséquences négatives de l'extractivisme seront ainsi analysées sur les plans économique, social, institutionnel et environnemental.

○ **Economiques**

Pour Acosta (2014), les pays dont les exportations dépendent fondamentalement de ressources minières ou pétrolières accusent un retard économique ; en Amérique Latine, le processus extractiviste a conduit à une généralisation de la pauvreté et débouché sur des crises économiques récurrentes. Selon l'auteur, il y a des pays très riches en ressources naturelles, et qui peuvent même enregistrer d'importantes rentrées d'argent, mais qui n'ont pas réussi à jeter les bases de leur développement et qui restent pauvres du fait qu'ils ne sont pas parvenus à établir un schéma de développement qui leur permette de surmonter les obstacles de la pauvreté. Selon Thomas (2019), contrairement aux discours officiels et des grandes entreprises, si on fait le calcul entre le coût des avantages fiscaux accordés aux entreprises minières, d'un côté, et les bénéfices que l'Etat peut en tirer, de l'autre, le solde est négatif : ce secteur coûte plus qu'il ne rapporte au pays. D'ailleurs, Solervicens (2018) affirme que l'extractivisme est un modèle économique épuisé qui accentue les inégalités sociales.

Au titre des conséquences économiques négatives, des répercussions sur le développement et la croissance, la consommation, le commerce, l'emploi et les recettes seront passées en revue.

Développement, Croissance Et Consommation

Pour Ayelazuno (2014), les perspectives pour le développement capitaliste de l'extractivisme au Ghana sont lamentables, compte tenu de la théorie du " développement inégal et combiné ", de la spécificité de l'accumulation de capital étranger en Afrique au sein d'une économie capitaliste mondialisée et de la manière dont celles-ci ont façonné l'intégration des économies africaines dans l'économie mondiale. A un niveau infranational, les plans de développement locaux sont menacés à cause de la suprématie de l'extractivisme minier ou pétrolier sur toute autre activité (Acosta, 2014).

Si pour Acosta (2014), la plus grande partie de la production des entreprises extractivistes n'est pas destinée à la consommation du marché intérieur mais essentiellement à l'exportation, Cholango (2015) note que l'exploitation minière se fonde sur une logique de consommation infinie dans un monde aux ressources limitées. Selon Acosta (2014), ce mode d'accumulation ne recourt pas au marché intérieur et n'en a même pas besoin puisqu'il fonctionne avec des

salaires décroissants ; ce qui a pour résultat de dissiper les possibilités d'élargir le marché intérieur parce qu'on ne produit pas d'emplois ni de revenus suffisants.

Commerce, Investissement Et Emploi

Selon Hamouchene (2019), l'extractivisme, suivant l'accumulation par dépossession, a réaffirmé le rôle des pays d'Afrique du Nord en tant qu'exportateurs et fournisseurs de ressources naturelles et de matières premières. Cependant, cette situation renforce l'insertion subordonnée de l'Afrique du Nord dans l'économie capitaliste mondiale, maintenant les relations de domination impérialiste et les hiérarchies néocoloniales. Ces dépossessions sont des injustices qui sont similaires à la violence de l'accumulation primitive dans certains pays occidentaux du centre, conduisant au capitalisme et au développement capitaliste (Ayelazuno, 2014).

Pour Acosta (2014), les pays riches en ressources naturelles sont pauvres parce qu'ils ont misé en priorité sur l'extraction de ces richesses naturelles pour le marché mondial, écartant d'autres formes de création de valeur ajoutée qui reposent davantage sur l'effort humain que sur l'exploitation implacable de la Nature. Pour cet auteur, dans les économies exportatrices de biens primaires de l'Amérique Latine, durant les décennies d'un mode d'accumulation extractiviste, on a atteint des niveaux élevés de sous-emploi, de chômage et de pauvreté, et des degrés d'inégalité sans précédent dans la répartition des revenus et des actifs. De même, Acosta (2014) affirme que des pressions se poursuivent pour orienter l'économie équatorienne toujours plus vers l'extérieur et que cette " obsession exportatrice " freine la créativité et n'encourage pas les entrepreneurs du pays. Sous cet angle il conclut en faisant remarquer qu'au sein du gouvernement, et dans de larges secteurs de la société, se retrouve cette " mentalité pro-exportatrice " quasiment pathologique, fondé sur le fameux slogan " exporter ou mourir ", ce qui conduit à négliger les énormes capacités et possibilités qui existent dans le pays.

Les pays exportateurs de biens primaires reçoivent une part minime de la rente minière ou pétrolière et sont ceux qui supportent la charge des passifs écologiques et sociaux, au moment où le bénéfice de cette orientation économique va majoritairement aux pays riches qui tirent grand profit de la transformation et commercialisation des ressources sous forme de produits finis (Acosta, 2014).

De plus, le fait que l'Etat stimule l'exportation de produits miniers affecte négativement d'autres secteurs de l'économie, comme l'agriculture ; il devient moins cher d'importer l'alimentation que de la produire (Thomas, 2019), ce qui, pour Langlois (2016), enfermera les pays du sud dans une relation de dépendance à l'endroit des nations " développées " qui, elles, contrôlent les prix et la transformation de ces matières en produits finis. Ainsi, le contrôle réel

des exportations nationales se trouvant aux mains des pays dominants (Acosta, 2014), beaucoup d'entreprises d'Etat dans les économies exportatrices de biens primaires semblent programmées pour réagir exclusivement à des impulsions extérieures et agissent chez elles en suivant des logiques semblables à celles des transnationales.

Pour Acosta (2014), d'une part, une grande partie des biens, des fournitures et des services spécialisés permettant aux entreprises extractivistes de fonctionner ne proviennent que rarement d'entreprises nationales, et d'autre part, à la différence des autres branches de l'économie, les activités minières et pétrolières génèrent peu de travail direct et indirect. Ces pratiques qui utilisent presque exclusivement des fournitures et de la technologie extérieures (Acosta, 2014) ont pour conséquence que le "taux de rentabilité interne" (qui équivaut à la valeur ajoutée qui demeure dans le pays) de l'activité exportatrice de biens primaires se révèle dérisoire. Cette situation, combinée aux caractéristiques technologiques des activités pétrolières et minières, fait que la production directe d'emplois est tout sauf massive. Acosta (2014), qui est conforté dans sa thèse par Cholango (2015) pour qui, il n'est pas vrai, du moins du point de vue de la réalité centroaméricaine que l'industrie minière résolve la demande d'emploi des communautés et que l'offre d'emplois, qui est de plus en plus réduite, a un caractère occasionnel, temporaire et limité à la main-d'œuvre la moins chère, se réduisant aux services secondaires. Acosta (2014) se base sur cette situation pour expliquer la contradiction que vivent les pays riches en matières premières où, en pratique, la masse de la population s'est appauvrie. En définitive, il n'y a pas eu de redistribution radicale des revenus et des actifs (Acosta, 2014)

Pour Thomas (2019), de puissants groupes économiques ont capturé et coopté l'Etat colombien, afin d'orienter l'économie vers un modèle entrepreneurial au bénéfice d'intérêts particuliers, mettant ainsi à mal l'intérêt général et les droits fondamentaux de la citoyenneté. Sur cette veine, Garcés (2018) affirme qu'en confondant socialisme avec étatisme, par le biais de nationalisations successives, le gouvernement bolivarien a élargi la sphère étatique bien au-delà de ses capacités de gestion et en conséquence, l'Etat est aujourd'hui plus important mais en même temps plus faible et plus inefficace, moins transparent et plus corrompu.

Recettes

Selon Thomas (2019), dans l'économie de la Colombie, le secteur extractiviste n'est pas important en termes de recette fiscale ni même en termes d'emplois. Cependant, Garcés (2018) a affirmé que l'économie bolivarienne est devenue de plus en plus dépendante des revenus du pétrole, revenus sans lesquels il n'est pas possible d'importer les biens nécessaires à la satisfaction des besoins de base de la population, y compris d'une gamme de produits que le pays produisait antérieurement.

○ Sociales

Selon Acosta (2014), dans la mesure où les pertes économiques ne transparaissent normalement pas dans les projets, elles sont transférées à la société. Ainsi, les promesses d'abondance du gouvernement se voient contrecarrées par la multiplication d'impacts dus au développement de l'industrie des hydrocarbures non conventionnelles (HNC) : non-respect des droits des communautés autochtones, répression de groupes d'opposants, secret sur les contrats conclus avec les entreprises et sur les produits chimiques utilisés lors des opérations de fracturation hydraulique, fuites et accidents, absence de consultations publiques et déplacement des activités agricoles, fruiticoles et d'élevage (Garcés, 2018)

Pour Langlois (2016), l'appropriation de territoires et l'exploitation de leurs ressources ont structuré un modèle de développement où l'accumulation du capital allait de pair avec l'accroissement des inégalités entre êtres humains et entre peuples, ce qui, pour Acosta (2014), conduit les sociétés à supporter les coûts de ces relations complexes et conflictuelles entre les populations, les entreprises et l'Etat.

Violation Des Droits De L'homme Et Tensions Sociales

Malgré les dispositions préalables, l'extractivisme a conduit à des violations massives des droits de l'homme au niveau local en Amérique Latine, selon Smart (2020). Pour Ayelazuno (2014), l'extractivisme est à la base d'horribles injustices contre les paysans et les mineurs artisanaux et à petite échelle au Ghana, un segment de la population dont le développement du bien-être est censé promouvoir. Cette situation est aussi observée en Amérique Latine par Zaremborg et Wong (2018) sur le contrôle des terres contenant potentiellement des minéraux et des hydrocarbures de valeur où de violents conflits entre groupes autochtones, entreprises multinationales et gouvernements prolifèrent.

Selon Acosta (2014), les activités extractivistes engendrent de graves tensions sociales dans les régions où sont extraites les ressources naturelles parce que très rares sont les personnes de la région qui peuvent normalement intégrer les équipes des entreprises minières et pétrolières. Comme conséquences, les répercussions économiques et sociales provoquent la division de communautés, des conflits entre elles et à l'intérieur des familles, de la violence domestique, des atteintes aux droits collectifs et humains, une aggravation de la délinquance et de la violence, le trafic de terres, etc. Les communautés et les assemblées citoyennes qui sont victimes de la répression du fait de leur résistance à des projets extractivistes (Scandizzo, 2015) ont pâti et pâtissent encore des effets de diverses difficultés socio-environnementales induites par cette forme d'exploitation (Acosta, 2014).

Pour Acosta (2014), les tragédies humaines sont accompagnées de cas de destruction des atouts culturels de nombreux peuples ; cette thèse est confortée par Cholango (2015) qui affirme qu'une communauté touchée par l'exploitation minière ne sera plus jamais la même, son tissu culturel en est bouleversé et l'exploitation minière entraîne, promeut et stimule la division et la corruption à l'intérieur de l'organisation et parmi les responsables communautaires et sociaux.

Corruption

La corruption et l'impunité définissent la réalité de l'industrie extractive (Moreno, 2016) et sont des réalités quotidiennes qui triomphent fréquemment des pressions exercées par les communautés et les organisations de défense de l'environnement qui exigent le respect de la loi (Cholango, 2015).

Droit De Décider Et Exclusion

Tetreault (2020) constate que les politiques de l'extractivisme ne répondent pas à la demande la plus fondamentale de la plupart des mouvements de résistance communautaires, à savoir exercer effectivement le droit de décider d'accepter ces projets, malgré qu'ils aient pour objectifs d'indemniser les populations directement touchées et à obtenir ainsi leur soutien aux projets extractifs. Selon Langlois (2016), les droits collectifs de ces peuples, comme celui de décider de leur propre avenir, de leur propre développement, de leurs conditions de vie, en demeurent profondément affectés.

Pour Garcés (2018), il a été privilégié la politique d'assistance plutôt que la transformation du modèle économique, ce qui a eu comme corolaire, une augmentation des faibles revenus, sans modifier les conditions structurelles de l'exclusion.

○ Institutionnelles

Selon Acosta (2014), dans le modèle extractiviste, il existe beaucoup de facteurs qui accentuent la faiblesse et l'insuffisance des institutions démocratiques, alimentent la corruption, déstructurent les sociétés et les collectivités locales, et détériorent l'environnement ; ce qui fait que les détracteurs de cette forme de politique sont en désaccord avec la manière qu'a l'Etat de passer des contrats avec les compagnies, de les gérer et sur la façon dont ces ressources sont captées et orientées, au détriment de la biodiversité et des communautés (Thomas, 2019).

Pour Acosta (2014), les affrontements autour des activités extractivistes (notamment le coût économique lié à l'emploi de la force publique pour réprimer des troubles éventuels) entraînent des coûts environnemental, social et politique qui ne peuvent pas être supportés du fait du manque d'institutions appropriées. Selon Cholango (2015), il en résulte une situation dans laquelle les groupes de pouvoir politique et économique contrôlent les forces de sécurité, les unités d'enquête et le pouvoir judiciaire, ce qui garantirait l'impunité des agents de l'Etat et des

acteurs privés (entreprises) en cas de délits et de violation des droits humains commis contre la population du Honduras et les organisations sociales. Sur cette lancée, des journalistes du monde rural et du pétrole font partie intégrante du modèle des industries extractives imposé par les entreprises et les gouvernements (Aranda, 2015).

○ **Environnementales**

Les méfaits de l'extractivisme ont aussi été soulignés sur le plan environnemental. En effet, Hamouchene (2019) rappelle que l'extractivisme est un modèle d'accumulation et d'appropriation qui est basé sur la marchandisation de la nature et la privatisation des ressources naturelles, ce qui a entraîné une grave déprédation environnementale. Sur cette lancée, pour Holland (2018), au fur et à mesure que les fortunes ont été faites, les résultats de ce modèle ont été insuffisants en matière de protection de l'environnement et de soutien communautaire. D'ailleurs, Acosta (2014) déclare que quelques atteintes environnementales et sociales graves en échange de bénéfices pour la collectivité nationale sont même acceptées avec cet extractivisme. Ainsi, pour Scandizzo (2017), les projets énergétiques occupent une place importante dans la liste des luttes pour la défense de l'environnement menées au cours des trente dernières années en Argentine du fait qu'ils sont une nouvelle expression du processus de marchandisation de l'énergie et d'appauvrissement de ses sources.

Pour Rodriguez (2017), les entreprises qui cherchaient à exploiter les réserves minières n'ont jamais démontré leur capacité technique à protéger l'environnement et il a été prouvé qu'elles n'apporteraient aucun type de développement durable dans les communautés. Ainsi, les bénéfices qu'apporteraient ces entreprises seraient bien inférieurs aux dommages causés à l'environnement et aux communautés, l'Amérique centrale est vulnérable face au changement climatique. En effet, selon Acosta (2014), pour que ces gisements produisent, il est nécessaire d'appliquer des techniques industrielles à grande échelle, qui utilisent beaucoup de produits chimiques parfois extrêmement toxiques (cyanure, acide sulfurique, etc.), consomment énormément d'eau et engendrent de grandes quantités de déchets, ce qui ne manque pas d'occasionner une dégradation grave et irréversible du milieu naturel, une infinité de dommages et de dégâts irréversibles dans la nature.

Acosta (2014) fait remarquer que dans les pays dont les exportations dépendent fondamentalement de ressources minières ou pétrolières, les problèmes environnementaux s'y développent au même rythme que les activités extractivistes. Ainsi, les passifs environnementaux constitueront l'héritage le plus douloureux et le plus coûteux des activités extractivistes car ils ne sont généralement pas mis à la charge des entreprises exploitantes.

Pollution Et Durabilité

Pour Acosta (2014), il faudrait ajouter les coûts cachés, environnementaux et sociaux, en intégrant, par exemple, la valeur économique de la pollution ; cette pollution est particulièrement dévastatrice pour l'eau car elle devient impropre à la consommation humaine et à l'agriculture, avec toutes sortes de conséquences pour la santé publique, notamment des maladies dégénératives ou cutanées.

Selon Solervicens (2018), le problème de fond est que l'extractivisme est un modèle d'exploitation non durable en raison de la crise climatique et de l'approfondissement des inégalités sociales. Pour Acosta (2014), ce modèle fait fi de la viabilité des activités ainsi que de l'épuisement des ressources.

- **Positives**

Pour Houtart (2015), l'extractivisme a permis à l'Equateur de réaliser des transformations socio-économiques suite à la hausse des prix des matières premières et d'une nouvelle politique fiscale.

- **Economiques**

Cet extractivisme qui s'est forgé dans l'exploitation des matières premières indispensables au développement industriel et au bien-être des pays du Nord (Acosta, 2014), a permis à l'Equateur de réaliser de grands travaux publics pour l'accès à la souveraineté énergétique et que l'Equateur s'est doté ces dernières années de centaines de kilomètres de nouvelles routes selon Houtart (2015). Sur cette veine, Cholango (2015) affirme que les montagnes et les mines, l'eau et les forêts sont des négoces, de l'argent, du développement, du bien-être économique qu'il faut convertir en capital.

- **Sociales**

Selon Langlois (2016), l'extraction de matières premières, la transformation, l'industrialisation et la modernisation constituent un processus linéaire qui se traduit par une croissance économique qui allait permettre de résoudre les problèmes de pauvreté et d'inégalités sociales. En effet, l'auteur soutient que les redevances générées par l'exploitation et l'exportation de ressources naturelles serviront à la mise en place de nouveaux programmes sociaux.

Pour Houtart (2015), l'extractivisme a permis à l'Equateur de favoriser des mesures sociales importantes en faveur du travail déclaré et de l'augmentation du salaire minimum, de la reconnaissance du travail des femmes au foyer qui a permis l'accès à une pension de retraite minimale pour cette catégorie sociale et des investissements importants dans les secteurs de la santé et de l'éducation. En effet, une partie des ressources finance des programmes sociaux importants et massifs, ce qui assure de nouvelles sources de légitimation sociale (Acosta, 2014).

Selon Houtart (2015), en Equateur, ce modèle a été à l'origine du développement d'une classe moyenne, dotée d'un accès appréciable à la consommation de biens importés, qui a pu se développer et près de deux millions de personnes sont sorties de la pauvreté grâce à la mise en place de programmes efficaces. L'extractivisme est apparu indispensable pour combattre la pauvreté et soutenir le développement selon Acosta (2014) et a permis aux secteurs traditionnellement marginalisés de la population de connaître une amélioration relative grâce à une meilleure répartition des revenus croissants tirés du pétrole et des mines. Pour Garcés (2018), autant les politiques sociales, qui ont amélioré significativement les conditions de vie de la population, que les multiples initiatives solidaires et intégrationnistes dans la sphère latino-américaine, ont été possibles grâce aux subsides de la rente pétrolière.

CONCLUSION

L'extractivisme est un mode d'accumulation et d'appropriation qui s'est structuré pour répondre aux demandes des pays développés. Cependant, une grande partie des populations vivant dans les zones riches en ressources vivent aujourd'hui des maux – ayant été vécus sous le colonialisme – tels que spoliations de ressources, dépossession des terres, esclavage, exploitations, discriminations, violation des droits de l'homme, tensions sociales, corruption, droit de décider et exclusion.

De par ses causes, caractéristiques et conséquences, les résultats de la présente recherche permettent d'affirmer que : l'extractivisme est une forme de colonialisme¹.

En perspectives, toutes les ressources naturelles, renouvelables comme non renouvelables, méritent une attention particulière dans la mesure où l'on note aujourd'hui que, d'après Acosta (2014), les quantités extraites sont tellement énormes que beaucoup de ressources "renouvelables", comme la forêt ou le sous-sol, deviennent non renouvelables : elles disparaissent parce que le niveau d'extraction dépasse largement leur taux de renouvellement naturel. Ainsi, aux rythmes d'extraction actuels, les problèmes qui se posent avec les ressources naturelles non renouvelables pourraient toucher de la même manière toutes les ressources, renouvelables ou non.

¹ Doctrine visant à légitimer l'occupation, la domination politique et l'exploitation économique de territoires par certains Etats.

Références

- Acosta A. (2014). Extractivisme et néoextractivisme : les deux faces d'une même malédiction. Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial), revue mensuelle en ligne. <http://www.alterinfos.org/spip.php?article6236>
- Albó X. (2017). David contre Goliath : trois conflits en Amazonie andine. Première partie : Bagua (Pérou). Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial), revue mensuelle en ligne. <http://www.alterinfos.org/spip.php?article7333>
- Aliadas N. (2015). BOLIVIE - Prospection pétrolière dans les parcs nationaux. Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial), revue mensuelle en ligne. <http://www.alterinfos.org/spip.php?article6959>
- Aranda D. (2015). ARGENTINE - En guise d'hypothèse. Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial), revue mensuelle en ligne. <http://www.alterinfos.org/spip.php?article6876>
- Ayelazuno, J. A. (2014). The “ new extractivism ” in Ghana: A critical review of its development prospects. *Extractive Industries and Society*, 1(2), 292-302. <https://doi.org/10.1016/j.exis.2014.04.008>
- Ayelazuno, J. A. (2019). Land governance for extractivism and capitalist farming in Africa: An overview. *Land Use Policy*, 81(July), 843-851. <https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2018.06.037>
- Baud, M., De Castro, F., & Hogenboom, B. (2011). Environmental governance in Latin America: Towards an integrative research agenda. In *European Review of Latin American and Caribbean Studies | Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe* (Vol. 0). <https://doi.org/10.18352/erlacs.9749>
- Beaulieu, D., & Postero, N. (2018). The Politics of Extractivism. (November).
- Brand, S. U., Daiber, B., Brand, U., Daiber, B., & Lander, E. (2012). Socioecological Transformations. *Journal Fur Entwicklungspolitik*, 28(3).
- Brand, U. (2013). The Role of the State and of Public Policies in Transformation Processes. In Amsterdam: TNI, Rosa Luxemburg Foundation. Consulté à l'adresse https://www.tni.org/files/download/beyonddevelopment_roleofstate.pdf
- Browder, J. (1992). The Limits of Extractivism: Tropical forest strategies beyond extractive reserves. *BioScience*, 42(3), 174-182.
- Burchardt, H. J., & Dietz, K. (2014). (Neo-)extractivism - a new challenge for development theory from Latin America. *Third World Quarterly*, 35(3), 468-486. <https://doi.org/10.1080/01436597.2014.893488>
- Carvajal, L. M. (2016). Extractivism in Latin America Extractivism in Latin America.
- Chassagne, N., & Everingham, P. (2019). Buen Vivir: Degrowing extractivism and growing wellbeing through tourism. *Journal of Sustainable Tourism*, 27(12), 1909-1925. <https://doi.org/10.1080/09669582.2019.1660668>
- Cholango H. (2015). EQUATEUR - Conséquences du système capitaliste dans les communautés et peuples indiens. Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial), revue mensuelle en ligne. <http://www.alterinfos.org/spip.php?article6907>
- Coryat, D. M. (2017). Extractivism and Resistance : Media , Protest and Power in Ecuador. (July).
- de Castro, A. A. (2020). Peasant Women's Roles in Agroecology Facing Neo-Extractivism in Latin America. *Geschlechterforschung in und zwischen den Disziplinen*, (August), 135-152. <https://doi.org/10.2307/j.ctv12sdvx8.14>
- Defending, P., Land, T. H. E., Villamar, V., & Muñoz, E. (2018). Extractivism, conflicts, and alternatives in Latin America and the Caribbean. *PACHA : DEFENDING THE LAND*.

- del Mármol, C., & Vaccaro, I. (2020). New extractivism in European rural areas: How twentieth first century mining returned to disturb the rural transition. *Geoforum*, 116(August), 42-49. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2020.07.012>
- Development, Justice and Citizenship. (2017).
- Dobler, G. (2019). Swiss extractivism : Switzerland's role in Zambia's copper sector.
- Duquenne G. (2014). PEROU - L'extractivisme, une fatalité ? Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial), revue mensuelle en ligne. <http://www.alterinfos.org/spip.php?article6662>
- Ehrnström-Fuentes, M. (2019). Confronting extractivism – the role of local struggles in the (un)making of place. *Critical Perspectives on International Business*, (August). <https://doi.org/10.1108/cpoib-01-2018-0016>
- Empereire, L., & Lescure, J.-P. (1994). Extractivisme et conservation de la biodiversité au Brésil. *Journal d'agriculture traditionnelle et de botanique appliquée*, 36(1), 173-186. <https://doi.org/10.3406/jatba.1994.3539>
- Fournis, Y., & Fortin, M.-J. (2015). Les régimes de ressources au Canada : les trois crises de l'extractivisme. *VertigO*, (Volume 15 Numéro 2). <https://doi.org/10.4000/vertigo.16489>
- Garcés H. (2018). VENEZUELA - Le déclin de l'espérance. Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial), revue mensuelle en ligne. <http://www.alterinfos.org/spip.php?article8232>
- GARCÉS, I., & ALVAREZ, G. (2020). Water Mining and Extractivism of the Salar De Atacama, Chile. *Environmental Impact V*, 1(July), 189-199. <https://doi.org/10.2495/eid200181>
- Global extractivism and racial equality. (2019).
- Goudsmit, I. (2019). Beyond Conflict and Struggle: The Continued Appeal of Extractivism in Latin America. *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, 0(107), 151. <https://doi.org/10.32992/erlacs.10483>
- Gudynas, E. (2019). Modes of appropriation and Latin American extractivisms. *The Routledge Handbook of Latin American Development*, (February), 389-399.
- Gumier-costa, F. (2019). The history of jaborandi extractivism and economy. (July 2017).
- Hamouchene, H. (2019). Extractivism and Resistance in North Africa. 1-24.
- Holland, D. L. (2018). "New extractivism" in Mexico: Hope and deception. *Journal of Politics in Latin America*, 10(2), 123-138. <https://doi.org/10.1177/1866802x1801000205>
- Houtart F. (2015). L'Equateur de 2015 : l'épuisement d'un modèle dans un contexte de crise mondiale. Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial), revue mensuelle en ligne. <http://www.alterinfos.org/spip.php?article7034>
- Karl, T.L. (2007) Oil-Led Development: Social, Political, and Economic Consequences. CDDRL Working Papers, 80, 36 p. L'extractivisme en Amazonie brésilienne. (1992). 28(1).
- La Jornada, (2018). MEXIQUE - Hydrocarbures non conventionnels : carte blanche au fracking. Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial), revue mensuelle en ligne. <http://www.alterinfos.org/spip.php?article8216>
- Langlois D. (2016). Le Bien Vivre et la question du Développement. Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial), revue mensuelle en ligne. <http://www.alterinfos.org/spip.php?article7194>
- Leiva, F. (2019). Economic elites and new strategies for extractivism in Chile. *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, (108), 131-152. <https://doi.org/10.32992/ERLACS.10511>
- Libert, F., & Libert, F. F. (s. d.). L'extractivisme un modèle d'exploitation intensive des ressources naturelles Des conséquences multiples désastreuses pour l'environnement et

- les peuples Stop à la criminalisation des défenseurs des droits humains et de l'environnement.
- Marston, A., & Kennemore, A. (2019). Extraction, Revolution, Plurinationalism: Rethinking Extractivism from Bolivia. *Latin American Perspectives*, 46(2), 141-160. <https://doi.org/10.1177/0094582X18781347>
- McKay, B. M. (2017). Agrarian Extractivism in Bolivia. *World Development*, 97(February), 199-211. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2017.04.007>
- McKay, B. M. (2017). Agrarian Extractivism in Bolivia. *World Development*, 97(November 2016), 199-211. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2017.04.007>
- Moreno I. (2016). AMERIQUE CENTRALE - Présence et menace croissante de l'industrie minière. Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial), revue mensuelle en ligne. <http://www.alterinfos.org/spip.php?article7014>
- Mosquera-Vallejo, Y., & Espinoza, A. P. (2020). Geografía del extractivismo: conflicto socioambiental en el Río Sambingo. Reflexiones desde la ética ambiental. *Estudios Socioterritoriales. Revista de Geografía*, (27), 043. <https://doi.org/10.37838/unicen/est.27-043>
- Muñoz, E. E., & Villarreal, M. del C. (2019). Women's Struggles Against Extractivism in Latin America and the Caribbean. *Contexto Internacional*, 41(2), 303-325. <https://doi.org/10.1590/s0102-8529.2019410200004>
- O'Connor, M. S. Á. (2017). Extractivism : Burden over Benefit Demands a Just Response. 1-8.
- Riofrancos, T. (2019). What comes after extractivism? *Dissent*, 66(1), 55-61. <https://doi.org/10.1353/dss.2019.0009>
- Rodriguez C. (2017). EL SALVADOR - C'est la première fois qu'un pays d'Amérique latine vote une loi qui interdit l'exploitation minière des métaux. Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial), revue mensuelle en ligne. <http://www.alterinfos.org/spip.php?article7907>
- Sachs, J. D., Schmidt-traub, G., Mazzucato, M., & Messner, D. (2019). Six Transformations pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) Document de travail.
- Scandizzo H. (2015). ARGENTINE - La criminalisation des mobilisations se déplace vers les périphéries. Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial), revue mensuelle en ligne. <http://www.alterinfos.org/spip.php?article6885>
- Scandizzo H. (2017). ARGENTINE - L'extractivisme énergétique et le tournant du capitalisme vert. Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial), revue mensuelle en ligne. <http://www.alterinfos.org/spip.php?article7994>
- Schorr, B. (2019). Extractivism in Latin America: The Global-National-Local Link. *Latin American Research Review*, 54(2), 509-516. <https://doi.org/10.25222/larr.392>
- Sellato, B. (2005). Forests for food, forests for trade - between sustainability and extractivism. The economic pragmatism of traditional peoples and the trade history of northern East Kalimantan. (March).
- Solervicens M. (2018). CHILI - Le conflit mapuche. Première partie, Arauco : la douleur... une fois encore. Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial), revue mensuelle en ligne. <http://www.alterinfos.org/spip.php?article8386>
- Stensrud, A. B. (2019). Water as Resource and Being: Water Extractivism and Life Projects in Peru. In *Indigenous Life Projects and Extractivism*. https://doi.org/10.1007/978-3-319-93435-8_6
- Stowell, A. F., & Brigham, M. (2019). Extractivism, Value and Waste: Organizational Mining of e-Waste in the United Kingdom. *Journal of Chemical Information and Modeling*, 53(9), 1689-1699. <https://doi.org/10.1017/CBO9781107415324.004>

- Svampa M. (2013). Consensus des matières premières, tournant éco-territorial et pensée critique en Amérique latine. *Alternatives sud*, vol. 20-2013 / 33.
- Tabra M. (2016). PEROU - La résistance d'Ayabaca aux projets d'extraction minière. Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial), revue mensuelle en ligne. <http://www.alterinfos.org/spip.php?article7229>
- Tetreault, D. (2020). The new extractivism in Mexico: Rent redistribution and resistance to mining and petroleum activities. *World Development*, 126. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2019.104714>
- Thomas F. (2015). HAÏTI - Un modèle de développement anti-paysan. Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial), revue mensuelle en ligne. <http://www.alterinfos.org/spip.php?article6883>
- Thomas F. (2019). COLOMBIE - L'échec d'un modèle de développement : Entretien avec Álvaro Pardo. Diffusion de l'information sur l'Amérique latine (Dial), revue mensuelle en ligne. <http://www.alterinfos.org/spip.php?article8406>
- Villarreal, M., & Muñoz, E. E. (2020). Extractivism and resistance in Latin America and the Caribbean. (February).
- Wichterich, C. (2020). Who Cares about Healthcare Workers? Care Extractivism and Care Struggles in Germany and India. *Social Change*, 50(1), 121-140. <https://doi.org/10.1177/0049085719901087>
- Wilhelm, C. (2020). The future of extractive industries : Understanding and analysing mining sector reforms in Sub- Saharan Africa PhD Researcher , School of International Development . University of East Anglia Extraction : Tracing the Veins (June 29- July 10 2020) Confer. (June).
- WoMin. (2016). Women, Gender and Extractivism in Africa: a Collection of Papers. 246.
- Xavier, F. J. D. L. (2019). China, extractivism and disintegration : South America (2000-. (August).
- Zaremborg, G., & Wong, M. T. (2018). Participation on the edge: Prior consultation and extractivism in Latin America. *Journal of Politics in Latin America*, 10(3), 29-58. <https://doi.org/10.1177/1866802x1801000302>